



[PAYS : Burundi]

ÉTAT D’AVANCEMENT DU PROJET EN MILIEU D’ANNÉE

PÉRIODE CONSIDÉRÉE : JANVIER – JUIN 2017

<b>Numéro de projet et titre :</b>	PBF/ PBF/BBDI/A-14, no 00100897 Fonds de soutien au dialogue pour une résolution de la crise au Burundi		
<b>Organisation(s) récipiendaire (s)<sup>1</sup> :</b>	UNOPS		
<b>Partenaires d’exécution (Gouvernement, agences de l’ONU, ONG etc.) :</b>	OSASG (Bureau du Conseiller Spécial du Secrétaire Général)		
<b>Budget total approuvé<sup>2</sup> :</b>	\$984,400		
<b>Fonds engagés<sup>3</sup> :</b>	\$59,889	<b>% des fonds engagés / budget total approuvé :</b>	6.08%
<b>Dépenses<sup>4</sup> (information préliminaire) :</b>	\$59,889	<b>% des dépenses / budget total : (taux de dépense)</b>	6.08%
<b>Date d’approbation du projet :</b>	22 Avril 2016	<b>Délai possible de la date de fin des opérations initialement prévue (nombre de mois)</b>	12 mois
<b>Date de démarrage du projet :</b>	13 juin 2016		
<b>Date de fin des opérations initialement prévue :</b>	31 mai 2017		
<b>Résultats du projet :</b>	R1: Complémentarité entre différentes approches au Burundi est assuré R2: Un processus de dialogue crédible, transparent et inclusif est créée et contribue au retour de la paix et la stabilité dans le pays.		
<b>Domaine de priorité du Fonds<sup>5</sup></b>	Dialogue politique (1.4)		

Évaluation qualitative de l’état d’avancement du projet

<sup>1</sup>Il faut noter que dans les cas où plusieurs agences participent, un seul rapport doit être présenté.

<sup>2</sup>Le budget approuvé correspond au montant transféré aux organisations récipiendaires.

<sup>3</sup>Les fonds engagés sont définis par les contrats de services et de travail conformément aux règles et procédures financières des organisations récipiendaires. Fournir les informations préliminaires.

<sup>4</sup> Paiements réels (contrats, services, travail) effectués suivant les engagements.

<sup>5</sup> Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :

1. Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :

(1.1) Réforme du secteur de la sécurité; (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration; (1.4) Dialogue politique;

2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :

(2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits;

3. Revitaliser l’économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :

(3.1) Génération d’emplois à court terme; (3.2) Subsistance durable.

4) (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4).

(4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l’autorité de l’état/ administration locale ; (4.3) Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

*Pour chaque résultat attendu, veuillez donner des **preuves** de l'avancement (si elles existent) pendant la période du rapport.*

*De plus, pour chaque résultat prévu, veuillez présenter brièvement les principaux produits déjà réalisés.  
(1000 lettres max. par résultat)*

### **Résultat 1**

Complémentarité entre différentes approches au Burundi est assuré

Produit 1.1 Les partenaires au niveau de la sous-région, la région et les Nations Unies s'accordent et mettent en oeuvre un plan d'action en vue de la résolution de la crise actuelle

- les organisations sous-régionales, régionales et internationales ont demandé à toutes les parties prenantes de s'engager dans un dialogue inter-burundais inclusif
- les partenaires continuent de soutenir diplomatiquement et financièrement le processus du dialogue politique au Burundi.

Produit 1.2. Mécanismes conjoints de facilitation sont établis

- L'Union Africaine (UA) et les Nations Unies (OSASG) ont apporté un appui technique, substantiel, financier et logistique à l'équipe de la Facilitation de la CEA. En accord avec elle, un Groupe Technique conjoint de travail a été mis en place et fonctionne depuis février 2017.

### **Résultat 2**

Un processus de dialogue crédible, transparent et inclusif est créé et contribue au retour de la paix et la stabilité dans le pays

Produit 2.1. Toutes les parties prenantes y compris le Gouvernement, les partis politiques de l'opposition, les acteurs de la société civile acceptent de prendre part au dialogue

- La 3<sup>e</sup> session du dialogue à Arusha, en février 2017 (16-19) pour discuter des questions de substance, y compris l'agenda en huit points endossé par le 17<sup>e</sup> Sommet des Chefs d'Etats

- Des consultations avec les partis politiques qui n'avaient pas été à Arusha, la société civile (OSC), y compris les jeunes et les femmes, les organisations religieuses à Bujumbura, en mai 2017 (3-5)

- Des consultations avec les représentants des OSC en exil, y compris les jeunes, les femmes, la presse à Entebbe, Ouganda, en mai 2017 (24-25)

Produit 2.2. Un dialogue transparent et inclusif est entamé en vue du retour de la paix et la stabilité dans le pays

- Discussions sur la substance pas entamée

### **Résultat 3**

### **Résultat 4**

<p><i>Y a-t-il des preuves que le projet a déjà un impact positif sur la consolidation de la paix ? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Toutes les parties prenantes fondent de gros espoirs dans le dialogue pour ramener la paix et la stabilité. Elles expriment aussi leurs engagements dans un dialogue inclusif.</p>
<p><i>Des effets catalytiques ont-ils été constatés durant la période considérée, y compris en générant de nouveaux engagements de fonds ou en déclenchant / débloquant un processus de paix ? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Au plan politique, la communauté internationale dans son ensemble continue de soutenir le projet, seule voie durable de sortie de crise.</p>
<p><i>Si les progrès ont été lents ou inadéquats, indiquer les raisons principales ainsi que les actions correctrices. (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Les progrès sont limités. Des obstacles persistent, notamment au sujet de la participation des parties prenantes. Le Gouvernement a boycotté la session de février, arguant qu'il y avait parmi les participants, des personnes poursuivies par la justice du Burundi pour leur présumé implication dans le mouvement "insurrectionnel" d'avril 2015 et la tentative de coup d'état en mai de la même année. Le facilitateur n'a pas encore réussi à mettre ensemble le Gouvernement et l'opposition.</p>
<p><i>Quelles sont les activités principales/objectifs visés pour le restant de l'année? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>La quatrième session du dialogue est prévue à Arusha. La finalisation du processus qui aboutirait éventuellement sur un accord</p>
<p><i>Les stratégies/la durée/le budget, etc. du projet doivent-ils être rectifiés? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>La sous-région, la région et le reste de la communauté internationale doivent poursuivre leurs efforts aux plans politique et diplomatique pour convaincre les parties prenantes, notamment le Gouvernement, d'accepter le dialogue inclusif.</p> <p>La durée du projet et le budget restent tributaires de la disponibilité des parties prenantes à s'asseoir autour de la table de négociations et discuter de bonne foi les points à l'agenda du facilitateur</p> <p>Ainsi, lors de sa réunion du 26 mai 2017, le Comité de Pilotage Conjoint a recommandé l'extension sans coûts du projet pour continuer à soutenir le processus de dialogue politique.</p>
<p><i>Quel est l'état général de la situation financière du projet (pourcentage du budget utilisé à la date du rapport) – des informations préliminaires. (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Sur un budget approuvé de \$ 984,4000, les dépenses s'élèvent à \$ 59, 889; soit un faible taux d'absorption de 6.08%</p>
<p><i>Autre information pertinente pour PBSO (et le Comité de Pilotage) sur le projet à ce stade? (1500 lettres max.)</i></p>	

**ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR :** Utiliser le *Cadre de résultats du projet* (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (250 lettres max.)

	<b>Indicateur de performance</b>	<b>Indicateur de départ</b>	<b>Indicateur cible de fin de projet</b>	<b>État d'avancement de l'indicateur actuel</b>	<b>Raisons du changement / délai (le cas échéant)</b>	<b>Indicateur cible rectifié (le cas échéant)</b>
<b>Résultat 1</b> Complémentarité entre les différentes approches au Burundi est assurée	Indicateur 1.1 Les organisations de la sous-région, région et internationales sont capables de partager une position commune sur la résolution de la crise Burundaise	La CEA, l'UA et l'ONU collaborent étroitement pour renforcer l'efficacité de leurs interventions	La CEA, l'UA et l'ONU sont d'accord sur un plan d'action consensuel et qui est mis en oeuvre	- Une session de dialogue a été organisée en février 2017 à laquelle toutes les parties prenantes ont été invitées - Des consultations pour les partis politiques, les organisations de la société civile ont été organisées à Bujumbura et à Entebbe		N/A
	Indicateur 1.2					
<b>Produit 1.1</b> Les partenaires au niveau de la sous-région, la région et	Indicateur 1.1.1 Un consensus sur le Burundi est établi entre les organisations sous-régionales, régionales et	Les organisations internationales ont des perspectives différentes sur la résolution de la crise au Burundi	Les décisions des différentes organisations régionales sont endossées par le Conseil de Sécurité de l'ONU	Les membres des organisations internationales ont toujours des perspectives différentes sur le Burundi		N/A

l'ONU s'accordent et mettent en oeuvre un plan d'action qui peut contribuer à résoudre la crise actuelle	internationales  Indicateur 1.1.2 L'UA et l'ONU (OSASG-B) apportent leur appui technique, financier, logistique et substantiel à la Facilitation au sein du Groupe conjoint technique de travail (JWTG) mis en place en février 2017. Le dialogue reste sous les auspices de la CEA	Le Gouvernement accepte de s'associer avec l'opposition dite "radicale" pour discuter des voies de sortie de crise	Le Gouvernement accepte le dialogue inclusif et la facilitation mène le processus à terme et obtient un accord entre les parties	Une session a été convoquée en Février 2017 pour discuter des questions de substance. Le Gouvernement a boycotté la session. L'opposition y était présente et s'est engagée à participer à toutes les sessions futures. L'agenda en 8 points a été revu.		
Produit 1.2 Mécanismes conjoints de Facilitation sont établis	Indicateur 1.2.1 Existence de mécanismes conjoints opérationnels	Mécanismes conjoints ne sont pas encore actifs	Mécanismes conjoints sont créés avec la participation des acteurs régionaux	-Consensus sur la mise en place du JWTG obtenu depuis février et est depuis opérationnel. -La CEA, l'UA et l'ONU participent toutes au JWTG qui apporte un appui multiforme au Facilitateur		N/A

	Indicateur 1.2.2					
Produit 1.3	Indicateur 1.3.1					
	Indicateur 1.3.2					
<b>Résultat 2</b> Création d'un processus de dialogue politique crédible, transparent et inclusif est créée et contribue au retour à la paix et la stabilité dans le pays.	Indicateur 2.1 Une feuille de route du dialogue politique adoptée et mise en œuvre	Il n'y a actuellement pas de dialogue entre les autorités burundaises et l'opposition politique	La mise en œuvre de la feuille de route conduit au retour à la paix et la stabilité dans le pays	La session de février 2017 n'a pas permis de mettre les parties prenantes ensemble pour discuter des questions de substance		
	Indicateur 2.2					
Produit 2.1 Les autorités nationales et des autres parties prenantes Burundais	Indicateur 2.1.1 Les participants au dialogue se mettent d'accord sur la structure et programme du dialogue	Pas encore d'accord sur la structure et programme du dialogue	Les autorités burundaises et l'opposition politique conviennent de se rencontrer au sein d'un dialogue	Le Facilitateur a partagé son agenda en huit points lors de la session de Février 2017. Un consensus a émergé pour regrouper les huit en quatre		

acceptent de participer dans le dialogue.			politique	grands groupes de questions à discuter pendant le dialogue et former l'ossature de l'accord		
	Indicateur 2.1.2					
Produit 2.2 Les femmes et les jeunes apportent leur contribution au dialogue.	Indicateur 2.2.1 Les demandes des femmes et des jeunes sont soumises et abordées au cours du dialogue	Les femmes et les jeunes ne sont pas assez associés au dialogue politique	Les contributions pertinentes des femmes et des jeunes sont intégrées au dialogue	La facilitation a organisé des consultations pour recueillir les considérations et les propositions de solutions des différents groupes: Bujumbura 3-5 mai 2017.		
	Indicateur 2.2.2					
Produit 2.3 Un dialogue politique est entamé qui est crédible, transparent et inclusif et contribue au retour à la paix et la stabilité dans le pays.	Indicateur 2.3.1 Toutes les tendances politiques sont autour de la même table de dialogue	Contactes entre les parties prenantes sont rares.	Le résultat du dialogue reflète la volonté des participants de toutes les tendances politiques	Le Gouvernement rejette toute présence des membres du CNARED aux sessions du dialogue		
	Indicateur 2.3.2					

<b>Résultat 3</b>	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
<b>Résultat 4</b>	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					



